

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/6-B
22 septembre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR TADJIKISTAN 10231.0

**Aide alimentaire aux groupes vulnérables et
activités de redressement**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur par intérim, OEDE M. J. Lefèvre tél.: 066513-2358

Fonctionnaire principale chargée Mme A. Waeschle tél.: 066513-2026
de l'évaluation, OEDE:

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

RESUME

Le présent rapport fait la synthèse des conclusions d'une évaluation indépendante de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10231.0 au Tadjikistan qui a été approuvée pour la période allant de juillet 2003 à juin 2005 et prolongée jusqu'en décembre 2006. L'évaluation, commandée par le Bureau de l'évaluation, a été exécutée en avril 2006.

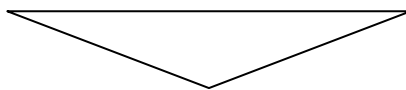
L'objectif de l'évaluation était de dégager les bases d'un débat stratégique sur l'orientation future du programme du PAM au Tadjikistan face à la diminution des ressources. La mission d'évaluation devait étudier principalement le rôle du PAM et de l'aide alimentaire au Tadjikistan.

Le Tadjikistan reste le plus pauvre des pays qui se sont constitués après le démantèlement de l'Union soviétique. La mission d'évaluation a constaté que l'aide alimentaire est toujours utile pour la reconstitution des moyens de subsistance du pays. Compte tenu du fléchissement des ressources, il faut féliciter le bureau de pays d'avoir émis des doutes sur la nécessité de poursuivre l'aide alimentaire et sur sa pertinence, et de s'être préoccupé de sa durabilité et des stratégies de retrait. Le bureau de pays risque actuellement de devoir affronter une réduction brutale de l'ampleur de l'intervention, voire le retrait du PAM du Tadjikistan dans un proche avenir.

Il est recommandé dans les directives du PAM d'inclure une stratégie de retrait dans tous les projets. Or au moment de la conception de l'intervention, on ne s'est guère préoccupé de négocier une stratégie de retrait avec les partenaires, dont le Gouvernement du Tadjikistan. La mission d'évaluation constate que le PAM doit mettre au point une stratégie de retrait sérieuse pour éviter que les réalisations conjointes du PAM et du Gouvernement disparaissent lorsque le PAM interrompra son aide.

Toute stratégie de retrait a pour objectif d'assurer la pérennité des avantages apportés par les activités du PAM. Ces activités ne doivent pas nécessairement continuer après la fin du projet mais la mission préconise de trouver des solutions permettant de poursuivre les activités viables à long terme, telles que les activités Vivres au profit de l'éducation, la lutte contre la tuberculose et l'alimentation complémentaire, à l'aide d'autres ressources. La mission conclut qu'il est nécessaire de prolonger l'intervention en cours pour que le bureau de pays élabore et applique une stratégie de retrait en réorganisant et en interrompant progressivement l'aide du PAM tout en intégrant les activités dans le budget gouvernemental. Le PAM doit subordonner toutes les activités de la nouvelle intervention à l'adoption d'une stratégie de retrait définie dans le temps et acceptée par le Gouvernement; il faudra adopter des accords sur le partage des coûts aux termes desquels la contribution du PAM diminuera progressivement pour devenir nulle dans un délai convenu.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note des informations et des recommandations figurant dans le "Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Tadjikistan 10231.0" (WFP/EB.2/2006/6-B) et invite le PAM à continuer de donner suite aux recommandations, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



PORTEE DE L'EVALUATION ET METHODE EMPLOYEE

1. Le présent rapport fait la synthèse des conclusions d'une évaluation indépendante de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Tadjikistan 10231.0 qui a été conduite du 5 au 27 avril 2006 pour le compte du Bureau de l'évaluation (OEDE) du PAM. Selon la stratégie d'évaluation du PAM, tous les programmes d'une durée supérieure à 12 mois doivent faire l'objet d'une évaluation une fois intégrés dans le cycle de projet pour rendre compte au Conseil et permettre au PAM et à ses partenaires de tirer parti de l'expérience acquise. Cette évaluation a été demandée par le bureau de pays afin d'éclairer la préparation d'une nouvelle phase d'assistance à partir de décembre 2006.
2. L'évaluation avait pour objectif de dégager la pertinence, l'efficacité, l'efficacités et la durabilité de l'IPSR 10231.0, en étudiant notamment le rôle du PAM et de l'aide alimentaire au Tadjikistan; elle devait servir de base à un débat sur les actions à conduire dans le pays à l'avenir. Au nombre des méthodes employées figuraient i) une étude des documents, dont une analyse de la distribution des vivres, ii) l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), iii) des entretiens avec des membres du personnel du PAM, de ministères, d'organisations des Nations Unies, des donateurs et des partenaires d'exécution, iv) des visites aux bureaux de terrain du PAM de Khoudjand, Kulob et Qurghonteppa, v) des visites sur les sites de 33 projets dans 15 des 22 districts prioritaires et vi) des entretiens avec les autorités locales, les membres de comités de sous-projets, les participants et les bénéficiaires. Les conclusions de l'évaluation ont été communiquées au cours de réunions avec le bureau de pays, le bureau régional, le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) intéressées et les services du siège.

CONTEXTE DE L'IPSR 10231.0

3. Le Tadjikistan est un pays sans littoral, à faible revenu et à déficit vivrier, qui se relève difficilement après son accession à l'indépendance de l'Union soviétique en 1991, la guerre civile qui a fait 50 000 morts entre 1992 et 1997, et la sécheresse qui a sévi en 2000-2002. Après 1991, le produit intérieur brut (PIB) a baissé brutalement en raison de l'effondrement de l'économie dirigée et du passage à un système axé sur le marché, de la rupture des liens économiques avec l'ex URSS et de la suppression de la subvention de Moscou qui finançait jusqu'à 40 pour cent du budget du pays.
4. Le Tadjikistan, le plus pauvre des États de l'ex URSS, continue d'accuser des taux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire: le PIB par habitant ne dépasse pas 316 dollars É.-U. par an; 64 pour cent de la population vit en deçà du seuil de pauvreté national, soit 2,15 dollars par jour. Bien que le PIB ait progressé de 9,4 pour cent entre 2001 et 2005, l'économie s'établit à 63 pour cent du niveau de 1990. Le pays est tributaire des exportations de coton et d'aluminium, et des envois de fonds des 800 000 citoyens tadjikes qui travaillent dans la Fédération de Russie; fonds qui représentent 50 pour cent du PIB. Les salaires moyens augmentent, mais les écarts de revenus et de dépenses se creusent, notamment en milieu rural. Malgré les importations commerciales et l'aide alimentaire internationale, l'accès à l'alimentation reste incertain pour 1,05 million de personnes —soit 27 pour cent de la population rurale— qui vivent dans des zones marginalisées à déficit vivrier.

5. Les indicateurs sociaux, qui ont baissé après l'indépendance n'ont pas retrouvé leurs anciens niveaux: le Tadjikistan présente le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Asie centrale —89 pour 1 000 naissances vivantes. L'incidence de la malaria et de la tuberculose demeure élevée. L'enquête nationale sur la nutrition réalisée en 2004 a fait apparaître une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 7,6 pour cent et de la malnutrition chronique globale de 31,4 pour cent. L'enseignement enregistre un recul de la fréquentation, une augmentation de l'écart entre garçons et filles, un renforcement des obstacles à une pleine participation des groupes vulnérables, une faible rémunération des enseignants et une dégradation des infrastructures.
6. Le PAM est présent au Tadjikistan depuis 1993 et a contribué au financement de deux IPSR et deux opérations d'urgence à hauteur de 172 millions de dollars. Lancée en juillet 2003, l'IPSR 10231.0 devait toucher en deux ans 1,5 million de bénéficiaires sur la base d'un engagement de 142 084 tonnes de produits alimentaires estimées à 75 millions de dollars. Soixante-cinq pour cent des ressources ont été affectés à des opérations de secours et 35 pour cent à des activités de redressement. Les priorités de l'IPSR répondent à la stratégie nationale de développement, à la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et à l'évaluation des besoins liés aux objectifs du Millénaire pour le développement.
7. La mise en œuvre de l'IPSR 10231.0 a surtout souffert d'une pénurie de fonds: à la date de clôture initiale de juin 2005, elle n'était financée qu'à concurrence de 44 pour cent. En raison de la baisse des ressources, le budget de fonctionnement a diminué, bien que des besoins de fonctionnement et de comptes rendus soient similaires à ceux des opérations de pays plus vastes; en conséquence, le personnel a été surchargé de travail. Les contributions destinées au Tadjikistan sont toujours aussi faibles et d'autres organismes humanitaires ont manifesté l'intention de mettre un terme à leur aide. Des donateurs importants vont cesser de participer au développement du Tadjikistan et pourraient même quitter le pays en 2007. Certaines ONG partenaires du PAM qui dépendent de ces donateurs sont dans l'incertitude quant aux fonds à venir; d'autres se demandent si l'aide alimentaire est encore pertinente.
8. Du côté du Gouvernement, les ministères ne réagissent pas aussi favorablement que les autorités et les communautés locales quand il s'agit d'aide alimentaire. Les difficultés sont exacerbées par les lenteurs et les déficiences de la privatisation des terres et de la libéralisation de l'agriculture, qui empêchent les petits exploitants d'assurer leur sécurité alimentaire au moyen de leur propre production.

MISE EN ŒUVRE

9. En raison des faibles niveaux de financement, la clôture de l'IPSR a été reportée à la fin de décembre 2006. En février 2006, l'ampleur du projet a été réduite par le retrait de 47 067 tonnes de produits et l'abaissement du budget à 51,7 millions de dollars. En novembre 2005, la Fédération de Russie a fourni 13 350 tonnes de farine de blé à l'IPSR, soit 11,6 pour cent des ressources totales, volume qui devrait suffire jusqu'à l'achèvement du projet.
10. Les dons en nature ont représenté 55 pour cent des contributions totales; 37 pour cent étaient des contributions en espèces permettant d'acheter du blé et des légumineuses au Kazakhstan, d'où un meilleur rapport coût-efficacité de l'intervention. Les achats régionaux, transport compris, coûtent moins de la moitié des frais liés aux contributions en



nature¹. Faute d'excédents de récoltes disponibles au niveau local, le seul produit que le bureau de pays achète sur place est le sel.

11. Malgré ces faibles niveaux de financement, entre la mi-2003 et la mi-2005, le bureau de pays a maintenu les objectifs initiaux du projet, d'où un excédent de dépenses liées aux coûts d'appui directs (CAD) par rapport au niveau des contributions. En raison de l'insuffisance du budget de fonctionnement, 22 postes ont été supprimés depuis la mi-2005 et deux bureaux auxiliaires sur quatre ainsi que les infrastructures de stockage associées ont été fermés. Malgré ces mesures d'économie, l'intervention devra affronter un déficit des CAD en décembre 2006, de sorte qu'il restera des stocks de report pour la prochaine phase de l'intervention, mais pas de fonds CAD pour financer la distribution.
12. La pénurie de ressources a ralenti l'exécution en 2004 et en 2005. Compte tenu de la baisse des contributions, le bureau de pays a décidé d'allouer les maigres ressources disponibles aux activités susceptibles d'avoir des résultats tangibles telles que les activités Vivres au profit de l'éducation (VPE), la lutte contre la tuberculose et l'alimentation complémentaire et thérapeutique, et à certains projets Vivres contre travail (VCT) pour lesquels le PAM avait pris des engagements avec des partenaires recevant des financements complémentaires d'autres donateurs. Les distributions de vivres en vue de l'alimentation des groupes vulnérables (AGV) et le nombre de bénéficiaires ont baissé. Depuis la mi-2005, le bureau de pays a interrompu les activités liées à la sécurité alimentaire, les activités Vivres au profit de la formation (VPF) et d'autres activités génératrices de revenus, ainsi que l'alimentation collective des malades des services psychiatriques.
13. À la fin de décembre 2005, le projet avait livré 74 443 tonnes de produits, soit 52 pour cent du tonnage prévu. Les livraisons effectives atteignaient en moyenne 116 pour cent du volume prévu pour l'alimentation scolaire, 58 pour cent pour les secours en cas de catastrophe, 50 pour cent pour l'AGV, 26 pour cent pour la santé et la nutrition, 25 pour cent pour les activités VCT, 21 pour cent pour les activités VPF et celles génératrices de revenus, et 13 pour cent pour la sécurité alimentaire. Il y a eu 1,2 million de bénéficiaires, soit 85 pour cent du total prévu, mais uniquement au prix d'un "saupoudrage" des ressources.

PERTINENCE, EFFICACITE, EFFICIENCE, DURABILITE ET INTERCONNEXION DE L'AIDE DU PAM

Pertinence

14. Toutes les activités soutenues par l'IPSR 10231.0 sont pertinentes car elles favorisent la reconstitution des moyens de subsistance et répondent aux stratégies de développement du Gouvernement prévues dans les stratégies nationales de développement et les SRP; l'AGV et les secours en cas de catastrophe demeurent opportuns en l'absence de protection sociale adéquate. Les activités VPE, VCT et VPF ou celles génératrices de revenus sont valables, car elles s'attaquent aux causes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire; l'AGV et les secours en cas de catastrophe ne traitent que les symptômes. Si l'alimentation complémentaire et thérapeutique et l'aide aux tuberculeux s'attaquent principalement aux

¹ Pour les contributions en nature, le coût total moyen par tonne de produits livrée dans les entrepôts du PAM en 2005 était de 515 dollars par tonne, alors que les mêmes produits pouvaient être achetés au Kazakhstan et livrés aux points de livraison avancés pour seulement 221 dollars par tonne.



symptômes, la formation nutritionnelle de mères d'enfants souffrant de malnutrition contribue à éliminer certaines causes du problème.

15. L'aide alimentaire reste pertinente dans le cas de l'AGV, des VPE, et des activités de santé et de nutrition, mais elle ne constitue plus un outil approprié pour la sécurité alimentaire ou les projets générateurs de revenus. Dans les situations de post-urgence, les agriculteurs et les groupes féminins ont besoin d'avoir un accès durable aux intrants, au crédit à la production et aux marchés plutôt que de recevoir une aide alimentaire. Les activités VCT demeurent pertinentes pour la reconstruction des infrastructures uniquement dans les zones enregistrant une forte insécurité alimentaire et pour les ménages qui n'ont pratiquement pas accès à la terre ni à des opportunités de création de revenus; dans les autres cas, le travail rémunéré en espèces est préférable aux activités VCT.

Efficacité de l'aide alimentaire pour les activités

⇒ Vivres pour l'éducation

16. Le système des VPE a permis de faire passer le taux de fréquentation scolaire de 85 à près de 100 pour cent. Les enseignants ont indiqué que la distribution d'un repas chaud à l'école augmentait la capacité d'attention et de concentration des élèves. Dans les classes supérieures, les rations à emporter pour les filles (de la cinquième à la onzième année d'études) ont contribué à atténuer l'écart entre garçons et filles en matière de scolarisation. L'alimentation scolaire a permis d'améliorer l'assiduité des enseignants, mais elle a eu peu d'effet sur la scolarisation dans le cycle primaire qui atteignait déjà près de 100 pour cent.

⇒ Alimentation des groupes vulnérables

17. Grâce à l'aide alimentaire du PAM, les bénéficiaires de l'AGV ont vu la part des dépenses alimentaires tomber de 74 à 48 pour cent des revenus totaux des bénéficiaires durant la période de soutien du PAM, pour remonter au niveau antérieur dès que les distributions ont pris fin. L'AGV n'est guère parvenue à reconstituer les moyens de subsistance, car l'aide est imprévisible et "saupoudrée" sur tout le territoire, les effets sur les moyens de subsistance sont éphémères et le ciblage médiocre malgré les contrôles porte à porte du PAM.

⇒ Fonds d'intervention pour les secours en cas de catastrophe

18. L'aide alimentaire du PAM pour les secours en cas de catastrophe naturelle reste pertinente. Selon les données recueillies, elle arrive en temps utile, est efficace, et a réduit l'endettement des victimes de catastrophes. L'AGV fournie aux victimes de catastrophes et les activités VCT en faveur de la construction de maisons dans les zones de réinstallation sont associées judicieusement.

⇒ Vivres contre travail

19. Les activités VCT ont contribué efficacement à la création d'actifs, car les bureaux et les bureaux auxiliaires de pays ont travaillé quasi exclusivement avec des partenaires capables de fournir des intrants non alimentaires adéquats et de superviser l'ingénierie. La qualité des actifs a été excellente, car les rations n'étaient livrées aux bénéficiaires que lorsque l'achèvement des ouvrages avait été certifié officiellement et qu'un comité d'usagers avait été mis en place pour les entretenir.



20. Selon les matrices de gestion axée sur les résultats du bureau de pays, l'AGV a pour objectif de "renforcer la capacité de résistance aux chocs des ménages exposés à l'insécurité alimentaire", mais la plupart des bénéficiaires ont indiqué que le transfert des ressources n'avait pas d'effets durables. La contribution apportée aux ménages est très localisée et limitée dans le temps.

⇒ *Santé et nutrition*

21. L'aide alimentaire a incité les personnes vulnérables à suivre jusqu'au bout les traitements contre la tuberculose et la malnutrition aiguë. L'efficacité de ce type d'aide pour favoriser les soins contre la tuberculose est démontrée: la poursuite du traitement jusqu'à la fin atteint 94 pour cent avec l'aide alimentaire et 54 pour cent sans aide; dans le premier cas, 88 pour cent des patients qui suivent le traitement jusqu'au bout guérissent, contre 63 pour cent dans le second cas. Il faut également signaler parmi les effets positifs une réduction de la contagion et l'apparition moins fréquente de multirésistances aux médicaments en cas d'abandon prématuré du traitement.
22. L'alimentation thérapeutique a été efficace car elle a permis de sauver des nourrissons. Dans la plupart des cas, l'alimentation complémentaire a permis aux jeunes enfants souffrant de malnutrition d'atteindre 85 pour cent du poids normal en trois mois. L'aide avait aussi comme objectif secondaire de changer le comportement des mères en leur dispensant une formation sur la nutrition et la santé; à ce jour, aucun changement de ce genre n'a été constaté.

⇒ *Activités abandonnées par l'IPSR*

23. L'IPSR a cessé de fournir des semences, des engrais et des rations alimentaires dans le cadre de sous-projets de sécurité alimentaire, car ce type d'activités n'assurait pas la sécurité alimentaire des ménages vulnérables: l'activité les aidait à obtenir une première récolte, mais n'a pu se poursuivre au-delà. Le programme VPF a permis effectivement aux femmes vulnérables de participer à des formations professionnelles; ces formations ont été efficaces et un grand nombre de bénéficiaires ont entrepris des activités autonomes. L'aide VPF resterait valable si l'on disposait de ressources, notamment pour le soutien technique. L'alimentation des malades mentaux en institutions n'a pas contribué au rétablissement des moyens de subsistance conformément aux objectifs du PAM, car elle constituait un transfert de ressources au Gouvernement.

Rapport coût-efficacité

24. C'est l'activité VPE qui a enregistré le meilleur rapport coût-efficacité de toutes les activités de l'IPSR tandis que l'activité VCT a présenté le plus mauvais. Les activités VPE ont bien fonctionné car les rations incluaient des légumes secs, qui coûtent très cher sur les marchés locaux: le coût pour le PAM du transport des rations VPE en provenance des États-Unis équivalait pour un bénéficiaire au coût d'un achat sur place; un repas chaud servi à l'école coûte seulement 0,12 dollar par jour et par élève. La mauvaise rentabilité des activités VCT tient au fait que la ration se composait principalement de farine de blé, denrée peu coûteuse sur les marchés locaux: le coût de l'acheminement d'une ration VCT de 1 kilogramme provenant des États-Unis s'élevait à 0,51 dollar contre 0,37 dollar pour une ration achetée sur place. Si le PAM pouvait l'acheter au Kazakhstan, le prix de transport de 1 kilogramme de blé serait de 0,22 dollar; le rapport coût-efficacité serait ainsi bien meilleur puisque le blé vendu localement est le plus souvent importé du Kazakhstan et que le PAM peut le livrer à moindre coût: car il l'achète en gros et le distribue directement aux bénéficiaires.



Durabilité

25. Les activités les plus durables ont été les activités VCT et le traitement contre la tuberculose; les moins durables ont été les activités liées à l'AGV, l'alimentation en institutions et la sécurité alimentaire². La poursuite de l'alimentation complémentaire et thérapeutique et du programme VPE pose de graves problèmes.
26. Les infrastructures construites ou remises en état dans le cadre des activités VCT seront probablement durables, car elles sont solides et des groupes d'usagers sont prêts à les entretenir. Les activités AGV ne donnent de résultats que tant que les ménages disposent de stocks alimentaires. Le Gouvernement ne peut pas poursuivre ces activités sans aide alimentaire, et aucune stratégie de retrait n'a été prévue.
27. Quant au programme de lutte contre la tuberculose, les patients semblent en tirer des avantages durables: le taux d'abandon du traitement n'est que de 1 pour cent; les réadmissions sont de 5 à 10 pour cent, principalement dues à des pharmacorésistances, mais le programme lui-même n'est pas encore viable sans aide alimentaire du PAM. Il en est de même pour l'alimentation complémentaire et thérapeutique: les taux d'abandon et de réadmission sont acceptables mais l'activité ne pourrait probablement pas se poursuivre sans aide alimentaire du PAM. L'échec des activités dans trois centres qui avaient été confiés au Ministère de la santé est préoccupant et tient à des causes multiples: bas salaires, trop forte rotation du personnel et manque de fonds pour se rendre dans les villages afin d'identifier les enfants atteints de malnutrition. De même, l'alimentation complémentaire et thérapeutique ne pourra se poursuivre que si l'Organisation Action contre la faim contribue à son financement après avril 2007, ce qui n'est pas certain.
28. En ce qui concerne les activités VPE, les améliorations de la fréquentation scolaire et de la capacité de concentration des élèves pourraient ne pas résister au départ éventuel du PAM du Tadjikistan. L'alimentation scolaire est tributaire de l'aide alimentaire et pourrait s'interrompre si le PAM se retirait sans avoir mis au point une stratégie concertée. Heureusement, le Gouvernement a inclus un programme d'alimentation scolaire dans les écoles primaires dans sa stratégie nationale de développement.
29. La durabilité des sous-projets consacrés à la sécurité alimentaire est incertaine. Le don non renouvelable de semences et d'engrais, joint à une aide alimentaire, était suffisant pour permettre aux bénéficiaires d'entreprendre des cultures vivrières, mais il n'assurait pas leur sécurité alimentaire ni la poursuite de la production pendant les années ultérieures. Les sous-projets VPF et ceux générateurs de revenus sont durables; de nombreuses entreprises font des bénéfices.

Interconnexion

30. Dans le cadre de l'IPSR 10231.0, l'aide du PAM est mieux associée à l'aide de longue durée assurée par d'autres donateurs qu'elle ne l'était dans le cadre des projets antérieurs. Selon la conception initiale du projet, le bureau de pays devait confier la mise en œuvre à des partenaires, mais le PAM a opté pour une exécution plus directe en partenariat avec les autorités et les communautés locales.

² Les groupes défavorisés reçoivent un don non renouvelable de nourriture et de semences et engrais de bonne qualité afin de commencer à cultiver du blé ou des pommes de terre.

31. La décision prise par le PAM de confier les activités VPE initialement gérées par des ONG aux services de l'éducation au niveau des districts a contribué à renforcer les responsabilités locales. La coopération entre le PAM et le Ministère de l'éducation est limitée au niveau national mais elle est satisfaisante aux niveaux des districts et des régions entre les bureaux de terrain du PAM et les autorités locales, qui ont acheminé les vivres stockés aux points finals de distribution jusqu'aux écoles; les communautés ont fourni régulièrement du bois de feu et des aliments de complément. Les contributions du Gouvernement et des communautés ont allié cohérence et régularité. Le PAM pourrait tirer parti de cet esprit de collaboration local pour élaborer sa stratégie de retrait.
32. Les interventions AGV ont été facilitées par une coopération étroite avec les autorités locales, car les chefs de village et les responsables des sous-districts ont participé à la préparation des listes de bénéficiaires et aux distributions. Le PAM vérifiait lui-même les listes et supervisait la distribution des vivres. Il serait utile de resserrer les liens avec les organisations de villages pour contrebalancer la domination des chefs officiels de villages et de sous-districts. De même, il faudrait renforcer les liaisons avec le Ministère du travail, de l'emploi et de l'action sociale pour améliorer l'intégration avec les systèmes de protection sociale.
33. En sa qualité de membre de l'équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes de l'Organisation des Nations Unies (Équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes), le PAM fournit ses secours en cas de catastrophe en étroite liaison avec le Ministère chargé de gérer les situations d'urgence et les autres donateurs.
34. Pour les activités VCT, le PAM est passé du recours aux Nations Unies et aux ONG partenaires —à la mise en œuvre directe en partenariat avec les autorités locales, les départements chargés de l'agriculture et de la gestion de l'eau au niveau des districts et les communautés.
35. Le programme de lutte contre la tuberculose est intégré aux services du Ministère de la santé. L'aide alimentaire à court terme du PAM vient compléter les avantages à long terme du programme de traitement rapide sous surveillance directe. L'Organisation Action contre la faim a tenté de faire participer le Ministère de la santé aux activités des centres d'alimentation complémentaire et thérapeutique, mais les résultats ont été décevants.

PROBLEMES D'ORDRE GENERAL

Évaluation préalable

36. L'évaluation préalable constitue un problème important: trois évaluations de la vulnérabilité ont été entreprises en liaison avec l'IPSR 10231.0 suivant des méthodes différentes, et chacune a abouti à désigner des régions différentes comme étant exposées à l'insécurité alimentaire. En conséquence, les utilisateurs se sont montrés peu disposés à se fier aux résultats. Aucun des sept districts présentant une insécurité alimentaire élevée selon l'évaluation de 2003 ne figurait parmi les 12 districts présentant une insécurité alimentaire élevée selon l'évaluation ACV de 2005. Les conclusions de la deuxième ACV ont été si controversées et si "sensibles" du point de vue politique qu'une troisième évaluation a dû être entreprise dans la vallée du Rasht et le Badakhshan dans un souci d'apaisement.



⇒ *Lien entre l'évaluation préalable et la programmation*

37. La corrélation entre les besoins estimés et les quantités de vivres prévues dans les districts prioritaires définis par les deux principales études ACV est faible. Le volume d'aide programmé s'écarte nettement des besoins estimatifs.

⇒ *Exploitation des données fournies par les évaluations préalables*

38. Les personnes chargées d'exploiter les données ont indiqué que l'enquête ACV de 2005 n'était guère utile pour assurer le ciblage à l'échelle des districts et était quasiment inexploitable à l'échelle des sous-districts. Le bureau de pays se juge néanmoins tenu de l'utiliser pour le ciblage. Les utilisateurs des données ont rejeté la méthode du sondage en grappes qui prêtait à controverses car elle réunissait artificiellement des groupes de personnes vulnérables disparates. Les moyennes établies à partir des communautés d'un district et des districts d'une zone ont souvent abouti à un résultat général peu précis, compliquant ainsi le ciblage au lieu de le simplifier. L'approche globale de l'enquête est peut-être valable au plan statistique en théorie, mais son application n'a pas fourni une base solide pour éclairer les décisions de programmation; elle est donc peu utile d'un point de vue pratique, car elle n'est pas rentable.

Ciblage

39. Le ciblage géographique était insuffisant dans la durée et mal adopté aux activités du projet. Faute de données d'évaluation préalable probantes, il était difficile d'opérer le ciblage au niveau des districts, et la programmation à l'échelle des districts s'accordait mal à l'enquête de référence de l'ACV. Le choix de certains districts pour les activités VPE semblait fondé sur les hasards historiques plutôt que sur l'insécurité alimentaire décelée par les évaluations.
40. Le ciblage de l'AGV manquait de crédibilité, étant donné l'absence de consensus sur les critères de sélection des bénéficiaires, les faiblesses des listes de contrôle, la rotation des bénéficiaires inscrits sur les listes, et une prise en charge insuffisante des ménages privés de soutien de famille et de la redistribution des vivres dans les communautés. Malgré les vérifications porte à porte des listes de bénéficiaires, la rotation de ces derniers et la redistribution des vivres ont provoqué des erreurs d'inclusion (ménages qui ne sont pas pauvres) et d'exclusion (de nombreux ménages exposés à l'insécurité alimentaire ne sont pas couverts).
41. Les activités VPE sont ciblées de façon médiocre car elles couvrent 1 700 écoles dans 44 districts. La sélection des districts s'inspire davantage des priorités des anciennes ONG partenaires du PAM que des données ACV. Dans les écoles bénéficiaires, les activités VPE touchent la totalité des élèves du primaire, quel que soit leur niveau de pauvreté. La décision de privilégier les classes allant de la première à la quatrième années d'études et de cibler uniquement les zones rurales était justifiée, tout comme la fourniture d'une ration à emporter aux filles élèves des classes secondaires dans la vallée du Rasht en raison de la disparité entre garçons et filles dans la région.
42. L'hypothèse selon laquelle le programme VCT cible automatiquement les personnes en situation d'insécurité alimentaire n'est pas valable au Tadjikistan. La perspective de recevoir 250 à 300 kilogrammes de farine de blé par ménage est très intéressante face à la précarité du travail à la journée, de sorte que les ménages font tout pour bénéficier des VCT malgré la faible valeur des rations alimentaires par rapport à un salaire journalier. Les ménages les plus entreprenants s'efforcent donc d'obtenir des rations VCT, souvent au

détriment des ménages les plus défavorisés. Toutefois, les actifs créés aux moyens des VCT sont utiles à l'ensemble de la communauté.

43. Les activités sanitaires et nutritionnelles ont tendance à se cibler automatiquement, car l'incidence de la tuberculose et de la malnutrition aiguë est exceptionnellement élevée parmi les ménages pauvres et dans les groupes vulnérables.
44. Les bénéficiaires des activités de renforcement de la sécurité alimentaire, des activités VPF et de celles génératrices de revenus ne sont pas les plus pauvres ou les plus vulnérables; la mission d'évaluation entérine la décision du bureau de pays de cesser d'inclure ces bénéficiaires dans ces activités.

Suivi

45. Le bureau de pays est passé sans heurt à la gestion axée sur les résultats et au suivi des effets à moyen terme, notamment concernant les indicateurs de santé et d'éducation, mais il faudrait améliorer les rapports sur les résultats à moyen terme des activités VCT et AGV.

Engagements renforcés en faveur des femmes

46. Il faut féliciter le bureau de pays d'avoir mis en application tous les engagements renforcés en faveur des femmes. Le fléchissement des ressources pose toutefois un problème. Les principales activités du projet dont les femmes tirent plus d'avantages que les hommes sont la distribution de rations à emporter aux filles dans le cadre de l'alimentation scolaire, les activités VPF et celles génératrices de revenus, ainsi que la formation nutritionnelle des mères de nourrissons atteints de malnutrition. La décision du bureau de pays d'élargir la distribution de rations à emporter aux filles aux 22 districts à forte insécurité alimentaire se justifie pour la prochaine IPSR, mais il n'est pas raisonnable de lancer une nouvelle activité lorsque le projet est à six mois de son achèvement. La décision du bureau de pays de cesser les activités VPF et celles génératrices de revenus réduira probablement la proportion de femmes parmi les bénéficiaires; néanmoins, la mission d'évaluation entérine cette décision, car la supervision de ce type d'activités exige un temps considérable et le personnel est déjà surchargé de travail.

Renforcement des capacités

47. Le PAM a essayé de renforcer les capacités locales en liaison avec les activités de l'IPSR mais il avait besoin pour cela d'un partenaire motivé et le Gouvernement ne s'est pas toujours montré disposé à participer. En revanche, le renforcement des capacités dans le cadre de l'IPSR 10231.0 a été particulièrement satisfaisant à l'échelle des districts et aux échelons inférieurs en liaison avec le programme VPE: le personnel administratif local, les responsables de l'enseignement et les parents participent systématiquement aux activités d'alimentation scolaire et semblent avoir les capacités requises. Dans le secteur sanitaire et nutritionnel, le Ministère de la santé a davantage renforcé ses capacités pour les programmes de lutte contre la tuberculose que pour l'alimentation complémentaire et thérapeutique. Il n'y a guère eu de renforcement des capacités en liaison avec d'autres activités.

ENSEIGNEMENTS A TIRER POUR L'AVENIR

Stratégies de retrait

48. Le PAM a pour politique d'inclure une stratégie de retrait dans tous les dispositifs de projet. Le premier paragraphe consacré à la stratégie de retrait dans le dispositif de l'IPSR 10231.0 indiquait qu'un programme de développement devait succéder à l'intervention. Or, les ressources disponibles pour le portefeuille de développement du PAM sont si faibles qu'il serait difficile d'assurer le passage à un programme de développement.
49. La mission d'évaluation a dégagé la nécessité pour le PAM de concevoir une stratégie de retrait rationnelle permettant de présenter les résultats obtenus conjointement par le PAM et le Gouvernement après la fin de l'aide du PAM. Une stratégie de retrait réfléchie favoriserait le maintien des avantages apportés aux ménages. Les activités pourraient être confiées à d'autres organismes ou transférées aux services gouvernementaux et intégrées au budget du Gouvernement.

Interconnexion et partenariat

50. Le Gouvernement du Tadjikistan apprécie sans aucun doute les activités du PAM, bien que le niveau d'interconnexion avec le gouvernement national varie selon le contexte. Ainsi, le Ministère chargé de gérer les situations d'urgence et le Ministère de la santé soutiennent plus activement les activités du PAM que le Ministère de l'éducation. Au niveau des provinces et des districts, la collaboration est particulièrement active avec le département de l'éducation. Le problème au niveau national tient en partie au changement fréquent de ministres et la nature politique des nominations. Le PAM entend maintenir les relations existant avec les dirigeants de certaines provinces, par exemple dans la région de Sughd, et resserrer les liens avec les dirigeants des autres provinces.

Enseignements applicables à la catégorie des IPSR

51. Dès sa conception, cette intervention se caractérisait par une ambition excessive et une vision trop optimiste des ressources. Malgré la fin de la guerre civile et de la sécheresse, elle était plus importante et plus ambitieuse que toutes les interventions antérieures. Les projets à venir d'IPSR devraient prévoir différents scénarios en fonction des ressources disponibles.
52. Les modalités de mise en œuvre d'une IPSR sont différentes de celles d'une opération d'urgence, même s'il s'agit de financer des activités similaires. Si un Gouvernement n'a pas les moyens de faire face à une situation d'urgence, les Nations Unies et des ONG partenaires peuvent exécuter seules pour l'essentiel une opération d'urgence. En revanche, si le but ultime du PAM consiste à faciliter la transition entre l'urgence et le développement, et si sa stratégie de retrait repose sur la prise en charge graduelle par un gouvernement, les IPSR doivent dès le départ être mises en œuvre en coordination avec les autorités locales et les ministères.
53. Avant de se retirer d'un pays, le PAM doit s'assurer que les acquis obtenus grâce à ses activités ne disparaîtront pas à la fin du projet. Les activités ne doivent pas se poursuivre nécessairement au-delà de la fin du projet, mais les plus prometteuses (VPE, lutte contre la tuberculose ou alimentation complémentaire) devraient pouvoir continuer au moyen d'autres ressources. Il n'est pas dans l'intérêt du PAM de voir ses réalisations anéanties

après son retrait; la mission estime donc qu'une nouvelle intervention est nécessaire afin que le bureau de pays puisse mettre en œuvre une stratégie de retrait.

Programme à venir du PAM au Tadjikistan

54. Le bureau de pays doit réorienter l'intervention en fonction des ressources disponibles, apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et les effets de chaque activité, et estimer dans quelle mesure elle répond aux priorités nationales et internationales, notamment aux objectifs du Millénaire pour le développement. La mission d'évaluation souscrit à la décision du bureau de pays d'affecter les maigres ressources disponibles aux activités VPE, à la santé et à la nutrition, tout en poursuivant les activités AGV et VCT à une échelle plus modeste; il devra également continuer de constituer des fonds de réserve pour les secours en cas de catastrophe naturelle.
55. L'évaluation recommande de reporter la clôture du projet pour que les activités VPE couvrent l'année scolaire et qu'une nouvelle IPSR puisse être négociée. Cette nouvelle intervention viserait à réorganiser l'aide du PAM à l'interrompre progressivement, et à inscrire les activités au budget du Gouvernement. Le PAM devra subordonner le lancement de toute activité à l'adoption d'une stratégie de retrait définie dans le temps et sanctionnée par un accord; chaque stratégie de retrait devra comporter des accords sur le partage des coûts prévoyant de diminuer chaque année le pourcentage financé par le PAM. En mobilisant la part du budget de la future IPSR à charge du Gouvernement, les auteurs du projet devraient se fonder sur les contributions déjà apportées par les autorités et les communautés au niveau des districts et au plan local. Le PAM devra affecter des ressources aux programmes pilotes de partage des coûts.

RECOMMANDATIONS

56. La matrice jointe présente les recommandations de l'évaluation et la suite donnée par la direction du PAM.

ANNEXE: TABLEAU RÉCAPITULATIF
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION

Recommandations (avril 2006)	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises (juillet 2006)
Financement		
Le siège du PAM doit prendre l'initiative de présenter des prévisions de financement des interventions futures et de rechercher des ressources sans attendre l'approbation d'un projet.	Département de la mobilisation de fonds et de la communication (FD)	La Division des relations avec les donateurs (FDD) a lancé le processus de prévision bien avant l'approbation du projet, mais il faut l'appliquer systématiquement à toutes les interventions. Le processus est en place pour les projets relevant de l'examen des procédures de l'Organisation. La Division FDD admet qu'elle doit participer dès la phase de préparation du projet; pour cela, le bureau de pays et le bureau régional doivent faire appel à FDD, afin que celle-ci et le Département des opérations (OD) collaborent pour évaluer le niveau de ressources disponibles ou pouvant être mises à disposition.
Le PAM devrait se renseigner sur les intentions des donateurs non traditionnels du Tadjikistan tels que la Russie, la Turquie et la Chine, et solliciter des dons en espèces, afin d'améliorer l'efficacité de l'intervention.	FD; bureau régional, bureau de pays	<p>Bureau de pays: d'accord. Le bureau de pays a commencé à intervenir auprès des donateurs au niveau local.</p> <p>Bureau régional: d'accord. Le bureau de pays de Turquie dispose d'un crédit budgétaire pour la collecte de fonds et travaille avec le Ministère turc des affaires étrangères sur des activités de partenariat, y compris l'appui aux interventions du PAM. Dans ce contexte, le bureau de pays continuera de solliciter des fonds supplémentaires auprès du Ministère des affaires étrangères pour l'IPSR du Tadjikistan.</p> <p>FDD: des débats sont en cours quant à la Fédération de Russie. Une partie de ses ressources 2005 ont été mises à disposition.</p> <p>En ce qui concerne la Chine, une liste récente des interventions a été fournie, et le Tadjikistan a été inclus.</p> <p>En ce qui concerne la Turquie, un petit apport a été promptement reçu; la Turquie a été encouragée à devenir une donatrice régulière de l'intervention.</p>
En cas de lourds déficits pour la prochaine phase de l'intervention, le PAM doit rassembler des fonds suffisants pour permettre l'exécution de la stratégie de retrait et tenir ses engagements concernant les négociations de retrait conduites avec le Gouvernement, en ayant par exemple recours à des fonds multilatéraux.	Service de la programmation (ODMP)	Le besoin de ressources multilatérales sera sérieusement étudié afin de garantir un retrait progressif, mais une option plus réaliste et plus coordonnée consiste à élaborer avec l'aide du FD une stratégie de mobilisation des ressources pour répondre aux besoins du projet.



ANNEXE: TABLEAU RÉCAPITULATIF
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION

Recommandations (avril 2006)	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises (juillet 2006)
Conception de l'IPSR		
<p>Les nouvelles IPSR proposées devront prévoir plusieurs séries d'activités et de cibles correspondant à divers scénarios de financement; les concepteurs de projet devraient éviter d'adopter les hypothèses trop optimistes concernant les ressources —surtout pour une deuxième IPSR— et adapter les objectifs de ressources et les résultats selon les scénarios de financement probables.</p>	<p>Unité des situations d'urgence et de transition (PDPT) / Bureau du Directeur des opérations (ODO) / bureau régional, bureau de pays</p>	<p>Bureau de pays: d'accord.</p> <p>Bureau régional: d'accord. Le nouveau modèle opératoire répondrait aux scénarios présentant des niveaux de financement différents. Le bureau utilisera le nouveau modèle opératoire pour tous les nouveaux projets à compter de la mi-2006.</p> <p>PDPT: les différents scénarios de financement doivent être présentés dans le dispositif de l'IPSR mais faire partie des plans opérationnels du pays. Les directives sur le ciblage qui seront prochainement établies comprendront une section sur les décisions à prendre en matière de ciblage et d'allocation des ressources intérieures à la lumière de différents scénarios de financement.</p> <p>ODO: le dispositif de l'IPSR ne doit pas exposer différents scénarios de financement: il doit se baser sur les besoins. Comme le souligne PDPT, les plans opérationnels du pays pourraient inclure plusieurs formules de financement.</p>
<p>Le dispositif de toutes les IPSR doit inclure une stratégie de retrait définie dans le temps et adoptée d'un commun accord avec le Gouvernement et les partenaires qui prévoit le transfert graduel des activités et du financement à l'organisme gouvernemental approprié.</p>	<p>Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes (PDP) / bureau régional, bureau de pays</p>	<p>Bureau de pays: d'accord. Une fois le rapport d'évaluation achevé et traduit, le bureau de pays entamera des échanges de vues avec les partenaires gouvernementaux aux plans national et régional. La nouvelle IPSR tiendra compte des conclusions.</p> <p>Bureau régional: d'accord. Le PAM doit associer son retrait aux politiques et aux stratégies gouvernementales correspondant à ses objectifs, et aux activités d'autres partenaires, notamment les partenaires bilatéraux et la Banque mondiale.</p>
Alimentation des groupes vulnérables (AGV)		
<p>Le bureau du PAM au Tadjikistan, devrait réduire l'activité AGV pour couvrir uniquement la tranche de 10 pour cent de populations qui souffre d'insécurité alimentaire chronique, voire l'interrompre complètement. Il devrait se concerter avec le Ministère du travail, de l'emploi et de l'action sociale afin d'être certain que les stratégies gouvernementales de protection sociale incluent convenablement les bénéficiaires de l'AGV.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>D'accord.</p>



**ANNEXE: TABLEAU RÉCAPITULATIF
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION**

Recommandations (avril 2006)	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises (juillet 2006)
Fonds d'intervention pour les secours en cas de catastrophe		
Le PAM devrait continuer de mettre en réserve des fonds d'intervention pour les secours en cas de catastrophe.	Bureau de pays	D'accord.
Vivres pour l'éducation/alimentation directe		
L'alimentation scolaire devrait se poursuivre dans les écoles actuellement bénéficiaires jusqu'à la fin de l'IPSR; le retrait progressif des districts "jaunes" de l'ACV ne devra commencer que dans le cadre de la prochaine IPSR.	Bureau de pays	D'accord. Le PAM se retirera des districts "jaunes" par étapes selon la capacité du Gouvernement de prendre le relais.
Si les activités VPE ne peuvent plus couvrir l'intégralité des districts "jaunes" de l'ACV faute de ressources, le PAM devrait proposer aux autorités et aux communautés locales de partager les coûts à parts égales. Le siège devra affecter des ressources à ces projets pilotes pour permettre au bureau de pays de régler la part convenue dans l'accord.	Bureau de pays	D'accord, sous réserve que des ressources soient fournies par FD ou OPMP pour ces projets pilotes.
Si le PAM cesse les activités VPE dans certains districts "verts" ACV, il devrait, par l'intermédiaire du Département de l'éducation, surveiller les conséquences de l'arrêt de l'alimentation scolaire sur les taux de fréquentation scolaire et sur la concentration des élèves en cours.	Bureau de pays	D'accord.
Vivres pour l'éducation/rations à emporter		
Le PAM ne devrait pas entreprendre des activités VPE ni des distributions de rations à emporter dans de nouvelles écoles durant la dernière année du projet en cours mais attendre pour le faire la prochaine IPSR.	Bureau de pays	D'accord. Toutefois, le bureau de pays conteste l'utilité de lancer ce type d'activités dans de nouvelles écoles dans le cadre de la prochaine IPSR si celle-ci est destinée à permettre le retrait du PAM pour 2009.
Vivres au profit de la formation/éducation non scolaire		
Le PAM ne devrait pas poursuivre les activités VPF et celles génératrices de revenus dans le cadre du prochain projet.	Bureau de pays	D'accord.
Les rations alimentaires ne devraient pas remplacer les salaires pour appuyer le développement des entreprises en situation de non-urgence et le PAM devrait toujours surveiller la répartition des bénéfices entre le partenaire d'exécution et les travailleurs.	PDP / bureau régional, bureau de pays	PDP: d'accord. Bureau de pays: d'accord. Bureau régional: d'accord.



**ANNEXE: TABLEAU RÉCAPITULATIF
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION**

Recommandations (avril 2006)	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises (juillet 2006)
Sécurité alimentaire		
<p>Le PAM devrait mettre en œuvre des sous-projets consacrés à la sécurité alimentaire uniquement en période d'urgence et seulement sur les terres gérées par des ménages; dans le cas de sous-projets couvrant des exploitations <i>dekhan</i>, il devrait contrôler si l'aide alimentaire constitue un transfert des ressources en faveur de l'exploitation collective par opposition aux travailleurs eux-mêmes; le PAM devrait suivre l'évolution de la production des bénéficiaires un an après l'arrêt de l'aide alimentaire.</p>	<p>PDP / bureau régional, bureau de pays</p>	<p>PDP: d'accord, mais il faut préciser qu'il s'agit d'un contexte propre au Tadjikistan. Bureau de pays: d'accord. Bureau régional: d'accord.</p>
Alimentation collective		
<p>Le PAM devrait soutenir l'alimentation collective uniquement dans les situations d'urgence, car l'aide constitue alors un transfert des ressources au Gouvernement et n'a aucun effet durable sur les moyens de subsistance; il faudrait toujours préparer une stratégie de retrait d'un commun accord.</p>	<p>PDP / bureau régional, bureau de pays</p>	<p>PDP: d'accord, mais il faudrait préciser que l'alimentation collective englobe un large éventail d'activités dont certaines, comme l'alimentation scolaire, sont acceptables en dehors des situations d'urgence; d'autres activités comme l'appui à des institutions telles que les orphelinats doivent être limitées aux situations d'urgence. Bureau de pays: d'accord. Bureau régional: d'accord.</p>
Évaluation préalable		
<p>Le PAM devrait aider le bureau de pays à adapter et à affiner les résultats de l'étude ACV menée en 2005, afin que ces résultats étayent la programmation, à l'aide de données secondaires et d'informateurs clés.</p>	<p>ACV / Siège ACV, bureau régional ACV</p>	<p>En collaboration avec le bureau régional et le bureau de pays, le service ACV du siège étudieront et regrouperont les données secondaires, notamment celles portant sur la nutrition, afin de mettre à jour les résultats de l'étude ACV de 2005 pour qu'ils répondent mieux aux besoins d'informations aux fins de programmation. Bureau régional ACV: d'accord. Le bureau régional ACV continuera de contribuer à affiner les résultats; il a déjà repris la collecte des données et la vérification des résultats de l'étude ACV de 2005. Le bureau de pays devra partager avec le bureau régional toutes les données secondaires récemment actualisées disponibles; ACV apportera son soutien.</p>



**ANNEXE: TABLEAU RÉCAPITULATIF
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION**

Recommandations (avril 2006)	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises (juillet 2006)
<p>Le PAM devrait préparer des directives pour les bureaux de pays sur la façon d'utiliser une évaluation ACV à des fins de programmation et d'affiner le ciblage géographique en associant les informations tirées de l'ACV à d'autres enquêtes, des statistiques secondaires, des connaissances locales ou des évaluations rurales rapides (ERR).</p>	VAM	<p>Les services ACV du siège prépareront des directives pour les bureaux de pays sur la façon d'effectuer une analyse ACV en vue d'un ciblage. ACV et la Sous-Division de l'évaluation des besoins d'urgence (ODAN) conseillent d'utiliser la classification intégrée par phase conçue par la FAO en Somalie, qui se base sur une enquête portant sur plusieurs parties prenantes et sur des données secondaires pour opérer un ciblage géographique. Cette méthode s'appuie sur des sources de données multiples, dont les enquêtes rurales rapides. Le projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence a préparé des directives sur l'utilisation de la classification par phase à des fins de ciblage, en vue de les diffuser et de réaliser des essais pilotes. Une politique de ciblage dans les situations d'urgence a été approuvée par le Conseil d'administration (EB.1/2006).</p>
Liens entre l'évaluation de la vulnérabilité et la programmation		
<p>Il faudrait renforcer les liens entre l'évaluation, la programmation et le suivi à tous les niveaux. Un système devrait être mis en place pour comparer les livraisons prévues et réelles avec les besoins alimentaires évalués à l'échelle des districts et assurer que les vivres aillent effectivement aux plus nécessiteux.</p>	Bureau de pays	D'accord.
Ciblage		
<p>Il faudrait affecter des ressources adéquates aux districts les plus exposés à l'insécurité alimentaire et adopter des critères de ciblage plus rigoureux à l'intérieur des districts et des villages.</p>	Bureau de pays	D'accord.
Suivi		
<p>Le PAM devrait aider le bureau de pays à établir une base de données destinée au suivi et à l'établissement de rapports pour les sous-projets qui permette de saisir les liens entre l'évaluation préalable, la programmation et le suivi.</p>	Bureau de l'évaluation des résultats et des rapports (OEDP) / bureau régional, bureau de pays	<p>OEDP: d'accord. L'équipe d'approche commune de suivi et d'évaluation (CMEA) étudiera avec le bureau régional et le bureau de pays la possibilité de tester l'application de suivi et d'évaluation en cours d'élaboration avant la fin de 2006, à condition que des ressources financières soient disponibles.</p> <p>Bureau de pays: d'accord.</p> <p>Bureau régional: d'accord. La question sera également traitée dans le cadre de l'initiative CMEA prévue.</p>



**ANNEXE: TABLEAU RÉCAPITULATIF
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION**

Recommandations (avril 2006)	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises (juillet 2006)
Renforcement des capacités		
Le PAM devrait renforcer les capacités du Gouvernement de poursuivre les activités VPE, la lutte contre la tuberculose, ainsi que l'alimentation complémentaire et thérapeutique après son retrait du pays.	Bureau de pays	D'accord, mais des ressources sont nécessaires et cette IPSR a toujours été dotée de moyens financiers insuffisants.
Interconnexion		
Le PAM devrait négocier des accords sur une stratégie de retrait et sur la mise en œuvre des activités VPE directement avec les provinces s'il ne peut parvenir à un accord avec le gouvernement central.	Bureau de pays	D'accord.
Programme à venir du PAM au Tadjikistan		
Le PAM pourrait prolonger l'IPSR en cours jusqu'à la fin de juin 2007 afin de couvrir toute l'année scolaire et d'avoir le temps de préparer une nouvelle IPSR qui aurait pour objectif un retrait progressif et rationnel, fondé sur une stratégie négociée avec le Gouvernement.	Bureau de pays	D'accord. Révision budgétaire déjà approuvée et diffusée dans WINGS, prolongeant l'IPSR jusqu'à la fin du mois de juin 2007.



ACRONYMES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
AGV	Alimentation des groupes vulnérables
CAD	Coûts d'appui directs
CMEA	Approche commune de suivi et d'évaluation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FD	Département de la mobilisation de fonds et de la communication
FDD	Division des relations avec les donateurs
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OD	Département des opérations
ODAN	Sous-Division de l'évaluation des besoins d'urgence
ODMP	Service de la programmation
ODO	Bureau du Directeur des opérations
OEDE	Bureau de l'évaluation
OEDP	Bureau de l'évaluation des résultats et des rapports
ONG	Organisation non gouvernementale
PDP	Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes
PDPT	Unité des situations d'urgence et de transition
PIB	Produit intérieur brut
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres pour l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation